

ROYAUME DE BELGIQUE.
-----KONINKRIJK BELGIE.
-----AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, neuvième chambre, saisi par le Vice-Premier Ministre et Ministre des Communications et des Réformes institutionnelles, le 8 juillet 1991, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un projet d'arrêté royal "relatif au transport des marchandises dangereuses par route, à l'exception des matières explosibles et radioactives", a donné le 11 juillet 1991 l'avis suivant :

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, negende kamer, op 8 juli 1991 door de Vice-Eerste Minister en Minister van Verkeerswezen en Institutionele Hervormingen verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "betreffende het vervoer van gevaarlijke goederen over de weg, met uitzondering van ontplofbare en radioactieve stoffen", heeft op 11 juli 1991 het volgend advies gegeven :

Observations préalables.

1. Le Conseil d'Etat, section de législation, a donné, le 13 mars 1991, sur l'arrêté en projet, un avis dans lequel il faisait observer que ce projet, qui se donne pour premier fondement la loi du 10 juin 1952 concernant la santé et la sécurité des travailleurs, ainsi que la salubrité du travail et des lieux du travail, devait, en application de l'article 3 de cette loi, être soumis à la consultation de l'un ou de plusieurs des collèges ci-après :

- du Conseil supérieur d'hygiène publique;
- du Conseil supérieur de sécurité, d'hygiène et d'embellissement des lieux de travail;
- du Conseil supérieur de l'agriculture.

Le Conseil d'Etat relevait "que l'avis d'aucun de ces collèges n'a (vait) été recueilli".

Dans sa demande d'avis, le ministre expose que

"Comme demandé par cet avis, le Conseil supérieur de sécurité, d'hygiène et d'embellissement des lieux de travail a été consulté et s'est réuni le 19 juin 1991".

Un exemplaire de l'avis favorable émis par ce conseil a été adressé au Conseil d'Etat.

En ce qui concerne la consultation des deux autres conseils, le ministre écrit :

.../...

"La consultation des deux autres collèges cités, à savoir le Conseil supérieur d'hygiène publique et le Conseil supérieur de l'agriculture, n'était pas nécessaire dans le cas présent".

Dans le bref délai qui lui a été imparti, le Conseil d'Etat n'a pas été en mesure de vérifier si la consultation de ces deux autres collèges était requise.

2. La division en titres du texte en projet ne se justifie pas. Mieux vaut prévoir une division en chapitres.

Préambule.

Alinéa 3.

Il convient d'omettre les mots "relative aux conditions techniques auxquelles doivent répondre tout véhicule de transport par terre, ses éléments ainsi que les accessoires de sécurité".

Alinéa 7.

Mieux vaut écrire :

"Considérant que les Exécutifs ont été associés à l'élaboration du présent arrêté;"

.../...

Dispositif.Article 2.

Le texte français du paragraphe 2, alinéa 1er, n'est pas clair. Il prévoit, en effet, que les dispositions de l'arrêté en projet sont applicables au transport national, ainsi qu'au "transport international sous réserve des dérogations accordées par le ministre compétent ou par son délégué", alors que le texte néerlandais, dans lequel une virgule a été placée avant les mots "onder voorbehoud", donne à penser que les dérogations pourraient être accordées aussi bien pour le transport national que pour le transport international.

Le texte néerlandais correspond, à cet égard, au texte de l'arrêté royal du 13 janvier 1986 relatif au transport des marchandises dangereuses par route, à l'exception des matières explosibles et radioactives, que l'arrêté en projet abroge.

Si les dérogations ne concernent que le transport international, mieux vaut écrire : "... et, sauf indication contraire et sous réserve des dérogations accordées par le ministre compétent ou par son délégué, au transport international".

Dans le cas contraire, il faut écrire :

.../...

"§ 2. Sous réserve des dérogations accordées par le ministre compétent ou par son délégué, les dispositions sont applicables ...".

Article 3.

La division en paragraphes ne se justifie pas.

Article 4.

L'article 4 serait mieux rédigé comme suit :

"Art. 4. Pour l'application de l'article 2, il faut entendre par ministre compétent :

- 1° le ministre qui a l'emploi et le travail dans ses attributions, lorsqu'il s'agit ...;
- 2° le ministre qui a les transports par terre dans ses attributions, dans les autres cas".

Article 5.

Au paragraphe 4, alinéa 2, il est préférable d'écrire :

"Si, vu les résultats négatifs, l'organisme ne peut délivrer d'attestation, il en informe l'administration

.../...

des transports. Lorsque les vérifications, essais ou épreuves sont recommencés, ils doivent l'être par le même organisme".

Article 6.

1. L'article 6, alinéas 1er et 2, serait mieux rédigé comme suit :

"Art. 6. Sont compétents pour constater les infractions aux dispositions du présent arrêté, outre les officiers de police judiciaire :

1° la gendarmerie et la police communale;

2° les fonctionnaires et agents de l'administration des transports qui sont investis d'un mandat de police judiciaire.

Les agents désignés à l'alinéa 1er peuvent ... pendant le temps nécessaire à ce contrôle".

2. Selon le fonctionnaire délégué, l'alinéa 3 tend à faire obstacle aux demandes d'indemnisation formulées par les transporteurs dont le véhicule aurait été immobilisé trop longtemps et, en outre, à faire supporter par le propriétaire du véhicule les frais administratifs résultant de l'immobilisation.

.../...

Il n'appartient pas au Roi, par une telle disposition, de déroger, sans habilitation législative expresse, aux règles du droit commun relatives à la responsabilité civile.

Par ailleurs, il est superflu de prévoir que les frais administratifs sont à charge du propriétaire.

En conséquence, cet alinéa doit être omis.

Article 7.

1. A l'article 7, 1°, a), l'arrêté ministériel du 4 septembre 1981 doit être cité avec son intitulé exact :

"Arrêté ministériel du 4 septembre 1981 modifiant l'arrêté ministériel du 11 septembre 1967 pris en exécution de l'arrêté royal du 9 septembre 1967 portant le règlement général relatif au transport rémunéré de choses par véhicules automobiles".

2. Au 1°, b), et au 2°, b), il faut écrire en français : "... par l'expéditeur et contenant au moins les mentions ...".

3. Au 3°, conformément au texte néerlandais, il faut écrire en français:

.../...

"3° dans le cas d'un transport de marchandises dangereuses, effectué comme transport de messagerie, transport de collecte ou transport de distribution, au moyen d'un véhicule ...".

4. Dans le texte néerlandais de l'article 7, il faut écrire "voor vervoer" au lieu de "voor een vervoer".

Article 8.

1. Les paragraphes 2, 3 et 4 seraient mieux rédigés comme suit :

"§ 2. Pendant la période de trois mois qui suit la date d'entrée en vigueur du présent arrêté et par dérogation au paragraphe 1er, le certificat d'agrément, pour les véhicules désignés audit paragraphe et affectés au transport international, est délivré par l'administration des transports.

§ 3. Lorsqu'il s'agit de véhicules-citernes autres que ceux visés au paragraphe 1er, 1°, le certificat d'agrément ... des transports.

§ 4. Les certificats d'agrément prévus ... agréés sont conformes :

.../...

1° dans le cas de transport exclusivement national, au modèle faisant l'objet soit de l'annexe 7, soit de l'annexe 8 du présent arrêté;

2° dans le cas de transport international, au modèle faisant l'objet soit de l'annexe 9, soit de l'annexe 10 du présent arrêté".

2. Le paragraphe 5 doit être rédigé sur le modèle du paragraphe 4.

3. Au paragraphe 7, on écrira en français : "... de la délivrance des certificats ...".

4. Le paragraphe 8 serait mieux rédigé comme suit :

"§ 8. Les montants des redevances à percevoir par les organismes d'inspection automobiles agréés sont fixés comme suit, en ce comprise la taxe sur la valeur ajoutée :

1° 1220 francs, pour les contrôles effectués conformément à l'article 5, § 3;

2° 220 francs pour la vérification complémentaire;

3° 220 francs ... ou prolongé conformément au paragraphe 1er".

.../...

L'alinéa 2 du paragraphe 8 doit être omis, compte tenu de la rédaction proposée pour l'alinéa 1er.

5. Au paragraphe 9, a) et b), il faut écrire "conformément à", plutôt que "sur base de"; il faut omettre les mots "du présent arrêté" et "du présent article".

6. Dans le texte néerlandais du paragraphe 9, il faut écrire, au début, "retributies" au lieu de "vergoedingen".

Article 9.

Les tirets doivent être remplacés par 1°, 2°, 3°.

Article 11.

De l'accord du fonctionnaire délégué, l'article 11 doit être rédigé comme suit :

"Art. 11. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au Moniteur belge".

Voorafgaande opmerkingen.

1. De Raad van State, afdeling wetgeving, heeft op 13 maart 1991 een advies gegeven over het ontworpen besluit waarin hij opmerkt dat het ontwerp, dat zijn eerste rechtsgrond ontleent aan de wet van 10 juni 1952 betreffende de gezondheid en de veiligheid van de werknemers, alsmede de salubriteit van het werk en van de werkplaatsen, ingevolge artikel 3 van die wet ter fine van advies aan één of meer van de volgende colleges dient te worden voorgelegd :

- de Hoge Raad voor volksgezondheid;
- de Hoge Raad voor veiligheid, gezondheid en verfraaiing der werkplaatsen;
- de Hoge Landbouwwaad.

De Raad van State wees erop "dat het advies van geen enkel van die colleges (was) ingewonnen".

In zijn adviesaanvraag verklaart de minister het volgende :

"Comme demandé par cet avis, le Conseil supérieur de sécurité, d'hygiène et d'embellissement des lieux de travail a été consulté et s'est réuni le 19 juin 1991".

Een exemplaar van het door die raad uitgebrachte gunstig advies is aan de Raad van State gezonden.

.../...

Ten aanzien van het inwinnen van het advies van de twee overige raden schrijft de minister :

"La consultation des deux autres collèges cités, à savoir le Conseil supérieur d'hygiène publique et le Conseil supérieur de l'agriculture, n'était pas nécessaire dans le cas présent".

De Raad van State is binnen de korte termijn die hem is toegemeten niet bij machte geweest om na te gaan of het nodig was om het advies van die twee overige colleges in te winnen.

2. Er is geen reden om de ontworpen tekst in titels in te delen. Het is beter met een indeling in hoofdstukken te werken.

Aanhef.

Derde lid.

De woorden "betreffende de technische eisen waaraan elk voertuig voor vervoer te land, de onderdelen ervan, evenals het veiligheidstoebehoren moeten voldoen" moeten vervallen.

Zevende lid.

Het zou beter zijn te schrijven :

.../...

"Overwegende dat de Executieven bij het ontwerpen van dit besluit zijn betrokken;".

Bepalend gedeelte.

Artikel 2.

De Franse tekst van paragraaf 2, eerste lid, is niet duidelijk. Hij stelt immers dat de bepalingen van het ontworpen besluit toepasselijk zijn op het nationaal vervoer en ook op het "transport international sous réserve des dérogations accordées par le ministre compétent ou par son délégué", terwijl de Nederlandse tekst, waarin vóór de woorden "onder voorbehoud" een komma is geplaatst, de indruk wekt dat de afwijkingen zowel voor het nationale vervoer als voor het internationale vervoer zouden kunnen worden toegestaan.

De Nederlandse tekst is in dat opzicht in overeenstemming met de tekst van het koninklijk besluit van 13 januari 1986 betreffende het vervoer van gevaarlijke goederen over de weg, met uitzondering van ontplofbare en radioactieve stoffen, dat door het ontworpen besluit wordt opgeheven.

Als de afwijkingen slechts betrekking hebben op het internationaal vervoer, zou het beter zijn te schrijven : "... et, sauf indication contraire et sous réserve des

.../...

dérogrations accordées par le ministre compétent ou par son délégué, au transport international".

In het tegenovergestelde geval schrijve men :

"§ 2. Sous réserve des dérogations accordées par le ministre compétent ou par son délégué, les dispositions sont applicables ...".

Artikel 3.

Er is geen reden voor indeling in paragrafen.

Artikel 4.

Artikel 4 zou beter worden geredigeerd als volgt :

"Art. 4. Voor de toepassing van artikel 2 moet onder bevoegd minister worden verstaan :

- 1° de minister tot wiens bevoegdheid tewerkstelling en arbeid behoren, wanneer het gaat ...;
- 2° de minister tot wiens bevoegdheid het vervoer te land behoort, in de andere gevallen".

.../...

Artikel 5.

In paragraaf 4, tweede lid, verdient het aanbeveling te schrijven :

"Indien de instelling, gelet op de negatieve resultaten, geen getuigschrift kan afgeven, brengt ze het Bestuur van het Vervoer daarvan op de hoogte. Als de verificaties, proeven of beproevingen worden overgedaan, moet dat geschieden door dezelfde instelling".

Artikel 6.

1. Artikel 6, eerste en tweede lid, zou beter worden geredigeerd als volgt :

"Art. 6. Voor het vaststellen van overtredingen van de bepalingen van dit besluit zijn, behalve de officieren van de gerechtelijke politie, bevoegd :

1° de rijkswacht en de gemeentepolitie;

2° de ambtenaren en beambten van het Bestuur van het Vervoer die met een mandaat van gerechtelijke politie bekleed zijn.

De in het eerste lid genoemde personen kunnen bij de uitoefening van hun opdracht inzonderheid een controle op de weg uitvoeren en het voertuig doen stilstaan voor de tijd die nodig is voor die controle".

.../...

2. Volgens de gemachtigde ambtenaar heeft het derde lid tot doel te verhinderen dat de transporteurs wier voertuig te lang zou hebben moeten stilstaan, een vergoeding zouden vragen en bovendien de administratieve kosten als gevolg van het stilstaan voor rekening van de eigenaar van het voertuig te brengen.

Het komt de Koning niet toe om met een zodanige bepaling, zonder uitdrukkelijke wettelijke machtiging, af te wijken van de voorschriften van het gemene recht inzake burgerrechtelijke aansprakelijkheid.

Bovendien is het overbodig te bepalen dat de administratieve kosten ten laste van de eigenaar zijn.

Bijgevolg moet dat lid vervallen.

Artikel 7.

1. In artikel 7, 1°, a), moet het ministerieel besluit van 4 september 1981 met het juiste opschrift worden vermeld :

"Ministerieel besluit van 4 september 1981 tot wijziging van het ministerieel besluit van 11 september 1967 genomen ter uitvoering van het koninklijk besluit van 9 september 1967 houdende algemeen reglement betreffende het vervoer van zaken met motorvoertuigen tegen vergoeding".

.../...

2. In de bepaling onder 1°, b), en 2°, b), schrijve men in de Franse tekst : "... par l'expéditeur et contenant au moins les mentions ...".

3. In de bepaling onder 3° schrijve men in het Frans, overeenkomstig de Nederlandse tekst :

"3° dans le cas d'un transport de marchandises dangereuses, effectué comme transport de messagerie, transport de collecte ou transport de distribution, au moyen d'un véhicule ...".

4. In de Nederlandse tekst van artikel 7 schrijve men telkens "voor vervoer" in plaats van "voor een vervoer".

Artikel 8.

1. De paragrafen 2, 3 en 4 zouden beter worden geredigeerd als volgt :

"§ 2. Tijdens de periode van drie maanden die volgt op de datum van inwerkingtreding van dit besluit en in afwijking van paragraaf 1, wordt het keuringsdocument voor de in die paragraaf bedoelde voertuigen die voor internationale transporten gebruikt worden, afgegeven door het Bestuur van het Vervoer.

.../...

§ 3. Wanneer het gaat om andere tankvoertuigen dan die bedoeld in paragraaf 1, 1°, wordt het keuringsdocument voorgeschreven ... afgegeven door het Bestuur van het Vervoer.

§ 4. De keuringsdocumenten voorgeschreven ... afgegeven worden , zijn :

- 1° indien het uitsluitend binnenlands vervoer betreft, conform het model dat ofwel in bijlage 7, ofwel in bijlage 8 van dit besluit gegeven wordt;
- 2° indien het internationaal vervoer betreft, conform het model dat ofwel in bijlage 9, ofwel in bijlage 10 van dit besluit gegeven wordt".

2. Paragraaf 5 moet worden geredigeerd naar het voorbeeld van paragraaf 4.

3. In paragraaf 7 schrijve men in het Frans : " ... de la délivrance des certificats ...".

4. Paragraaf 8 zou beter worden geredigeerd als volgt :

.../...

"§ 8. De bedragen van de door de erkende instellingen voor automobieliinspectie te innen retributies worden vastgesteld als volgt, de belasting over de toegevoegde waarde inbegrepen :

- 1° 1220 frank voor de controles uitgevoerd overeenkomstig artikel 5, § 3;
- 2° 220 frank voor de aanvullende controle;
- 3° 220 frank voor elk keuringsdocument of elk duplicaat van een keuringsdocument dat overeenkomstig paragraaf 1 wordt afgegeven of verlengd".

Het tweede lid van paragraaf 8 moet vervallen gezien de voor het eerste lid voorgestelde redactie.

5. In paragraaf 9, a) en b), schrijve men "overeenkomstig" in plaats van "op basis van" en moeten de woorden "van dit besluit" en "van dit artikel" vervallen.

6. In de Nederlandse tekst van paragraaf 9 schrijve men in het begin "retributies" in plaats van "vergoedingen".

Artikel 9.

De streepjes moeten worden vervangen door 1°, 2°, 3°.

Artikel 11.

De gemachtigde ambtenaar is het ermee eens dat artikel 11 moet worden geredigeerd als volgt :

"Art. 11. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het Belgisch Staatsblad wordt bekendgemaakt".

La chambre était composée de

Messieurs : C.-L. CLOSSET,
de Heren :

R. ANDERSEN,
J. MESSINNE,

Madame : J. GIELISSEN,
Mevrouw :

De kamer was samengesteld uit

président de chambre,
kamervoorzitter,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

greffier assumé,
toegevoegd griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J.-J. STRYCKMANS, président de chambre.

Le rapport a été présenté par M. P. HERBIGNAT, auditeur adjoint. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par M. S. SAINT-VITEUX, référendaire adjoint.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

J. GIELISSEN.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J.-J. STRYCKMANS, kamer-voorzitter.

Het verslag werd uitgebracht door de H. P. HERBIGNAT, adjunct-auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door de H. S. SAINT-VITEUX, adjunct-referendaris.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

C.-L. CLOSSET.